

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3008 - LUNDI 4 SEPTEMBRE 2017

ACTION HUMANITAIRE

Une mission d'assistance aux déplacés du Pool à Loutété

Le gouvernement congolais a, en partenariat avec l'ambassade des Etats-Unis au Congo, apporté samedi une assistance alimentaire aux populations déplacées du Pool, 28 535 personnes basées à Loutété et ses environs, dans le département de la Bouenza.

Elle s'inscrit dans le cadre de la réponse à l'appel à l'aide immédiate de plus de 20 millions de dollars, lancé par les agences du système des Nations-unies, en vue d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle et faire face à la malnutrition aiguë dont le taux global chez les enfants dépasse le seuil d'urgence de 15% établi par l'OMS.

Page 3



Les populations déplacées lors de la remise de l'aide humanitaire (DR)



Les experts lors de la réunion d'adoption de la norme

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Enfin une norme pour garantir la qualité du ciment au Congo

Après un long travail ayant mis ensemble techniciens, chercheurs et industriels, le Congo vient de se doter d'une norme constituée des règles et principes stricts en matière du ciment importé et produit au niveau local.

Le but de cette norme est d'emmener les cimenteries installées au Congo à produire un ciment de qualité, ce, en vue d'offrir aux consommateurs des

matériaux de construction à des coûts abordables.

« Nous avons élaboré cette norme sur la demande des cimenteries qui souhaitent utiliser des mêmes données pour garantir la qualité du ciment produit au Congo », a précisé le directeur de l'Agence congolaise de la normalisation et de la qualité, Jean Jaques Ngoko Mouyabi.

Page 2

JUSTICE

L'OCDH plaide pour le respect de la loi en matière de détention

Dans un communiqué de presse publié le 31 août à Brazzaville, l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) exprime sa « vive préoccupation » concernant le maintien en détention prolongée du journaliste Ghislain Fortuné Dombé et de Noël Mienanzambi Boyi, acteur de la société civile, écroués tous

les deux à la Maison d'arrêt de la capitale.

« La loi nationale en matière de détention indique que la détention préventive ne peut excéder 4 mois et qu'aucune prolongation motivée ne peut être prescrite pour une durée de plus de deux mois. L'OCDH fait constater que non seulement les 4 mois sont largement dé-

passés mais qu'aucune prolongation n'a été notifiée aux intéressés », indique le communiqué, soulignant qu'« en agissant ainsi, les autorités congolaises sont sorties du cadre de la légalité et enfreignent manifestement la loi nationale et la législation internationale en matière des droits de l'Homme ».

ELECTIONS
SÉNATORIALES

La liste complète des élus

Page 4

COUPE DU MONDE RUSSIE 2018

Les Diables rouges obtiennent un précieux point au Ghana

Bien que ne pouvant plus espérer une éventuelle qualification à la prochaine Coupe du monde prévue en Russie, en 2018, les Diables rouges qui recensent deux défaites depuis le début de la campagne des éliminatoires ont obtenu un précieux point grâce à un nul arraché vendredi devant les Blacks stars du Ghana, en match comptant pour la 3ème journée.

Au regard de la prestation des poulains de Sébastien Migné, les Diables rouges arrivés à Kumasi tard la nuit, la veille du match,



Les Diables rouges

ont rendu une copie parfaite. Ils suscitent ainsi un espoir pour la manche retour prévue pour le 5 septembre à Brazzaville, mais surtout pour les futurs échanges, notamment les éliminatoires de la CAN 2019 où le Congo dispose encore des chances de qualification.

Page 16

ÉDITORIAL

Décisives ...

Page 2

ÉDITORIAL

Décisives ...

Oui, décisives seront pour le Congo les quatre semaines à venir. Décisives parce que la mise en place de nos nouvelles institutions étant achevée plus rien n'empêche la concrétisation du programme de « rupture » assigné par le président de la République au gouvernement. Décisives aussi parce que d'un accord sur le long terme négocié avec le Fonds Monétaire International pourrait, devrait surgir le redressement de nos finances publiques que tout le monde attend et espère. Décisives enfin parce que la combinaison de ces deux grandes actions permettrait non seulement de relancer l'économie nationale, mais ouvrirait sans doute une nouvelle page de notre histoire.

Rien n'étant jamais sûr en ce bas monde, le message positif que porte le présent éditorial peut se trouver démenti demain par les dures réalités du temps présent. Mais tout indique que si la volonté exprimée par le chef de l'Etat est relayée de façon convenable par ses ministres, par les administrations dont chacun d'eux a la charge, par les différents acteurs de la société civile à commencer par les entreprises, le redressement visé sera plus rapide et plus fort que prévu. Tout simplement parce que le Congo est un pays potentiellement riche en raison de l'importance et de la diversité de ses ressources naturelles, de la jeunesse et de l'allant de sa population, de sa capacité maintes fois démontrée de surmonter sans l'aide de quiconque les obstacles en tout genre qui s'élèvent sur sa route.

Si l'on ajoute à ce qui précède que notre stabilité intérieure constitue un puissant argument pour les investisseurs de tout calibre qui s'intéressent de plus en plus au continent africain, l'on peut en conclure que tout est possible, jusques et y compris un rebond sans précédent de la croissance nationale. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, tout dépend du souffle que le nouvel Exécutif saura imposer du haut en bas de l'édifice social dans les quatre semaines de ce mois de septembre 2017. D'où l'importance des arguments que développeront sur la place publique les représentants de l'Etat et des actions que chacun d'eux entreprendra afin de concrétiser les engagements pris lors de la campagne électorale qui vient tout juste de s'achever.

Il revient à chacun de prendre maintenant ses responsabilités en sachant toutefois qu'il, ou elle, n'a pas droit à l'erreur.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Le Congo doté d'une norme sur le ciment



Le comité lors de la validation de la norme sur le ciment (Adiac)

Après une année de travail, le comité technique composé des techniciens des ministères en charge de l'Industrie, du bâtiment et des travaux publics, des chercheurs de l'Université Marien-Ngouabi, les cimentiers ainsi que les consommateurs, a validé le 1^{er} septembre à Brazzaville, un référentiel sur le ciment produit en République du Congo.

Constituée de règles et principes stricts en matière de production du ciment, cette norme a pour but d'emmener les cimenteries installées au Congo à produire un ciment de qualité. Le ciment importé obéira désormais aux mêmes principes.

« Nous avons élaboré cette norme sur la demande des cimenteries qui souhaitent utiliser des mêmes données pour garantir la qualité du ciment produit au Congo. Avant, chacun procédait à sa manière. D'ailleurs, on ne peut pas faire de l'industrie sans norme », a indiqué le directeur de l'Agence congolaise de la normalisation

et de la qualité, Jean Jaques Ngoko Mouyabi.

Prélude à l'élaboration de ladite norme sur le ciment, des enquêtes de terrain ont été menées en 2016, par des experts en la matière. Des visites de cimenteries, des recherches documentaires puis la tenue des réunions techniques préparatoires ont été organisées.

Afin d'offrir aux populations des matériaux de construction à des coûts abordables, dans l'objectif d'améliorer leurs conditions de vie à travers des habitations modernes et décentes, l'Etat congolais encourage l'implantation des cimenteries au Congo. Il s'agit

de Forspak à Dolisie (Niari) et la Sonoc à Loutété (Bouenza) ayant une capacité de 300.000 tonnes /an respectivement et Cimaf, d'autres sont en gestation. Dangoté ciment vient également d'entrée en production. Sa capacité de production est de 3000 tonnes par jour, soit 1.500.000 tonnes l'an.

Toutes ces industries dont certaines sont encore à l'étape de négociation, contribueront à baisser davantage le prix du sac de ciment; le montant actuel oscille entre 3700 et 5000 FCFA. Porteuses d'espoir pour le développement économique du pays, ces cimenteries contribueront à réduire le taux d'importation du ciment et à pallier le déficit observé au Congo, où le besoin en la matière est estimé à 2 millions de tonnes par an.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RELIGION

Les musulmans fêtent la Tabaski sous le signe du partage

Des milliers de musulmans du Congo ont célébré, le 1er septembre à Brazzaville, la «grande fête», la plus importante de l'islam après le Ramadan, communément appelée Tabaski traduite par «la Fête du sacrifice» en français.

sement d'Abraham à Dieu qui lui a ordonné de sacrifier son fils Ismaël. Dans sa prêche, l'imam a longuement évoqué aux musulmans l'amour, le partage, la paix et expliqué le sens du sacrifice pour rappeler le sens de la Tabaski et le devoir de toute la communauté musulmane envers le créateur.

envers les pauvres et les nécessiteux. L'imam de la mosquée Haoussa, située à Poto-Poto, Oumarou Mokonzi, a pour sa part indiqué : « C'est une fête sans exception. Ceux qui ne cohabitent pas avec les musulmans doivent se sentir aussi impliqués par cette fête car ils peuvent boire et manger ensemble ou en communauté ».

Très joyeux, Cheik Dramé, un Sénégalais établi au Congo depuis plus de trente ans s'est réjoui de la Tabaski : « J'ai jugé nécessaire d'acheter un gros mouton de près de 200.000 FCFA, car j'ai une grande famille sans compter les frères ». La Tabaski réunit en grande partie à Brazzaville la communauté musulmane du Congo, constituée des Congolais qui se sont convertis à l'islam et de ressortissants de l'Afrique de l'ouest qui, sont très nombreux dans les petits métiers ainsi que dans le secteur informel.

Rappelons que la Tabaski c'est à la fois, la fin et le début de la nouvelle année musulmane qui est consacrée en mémoire du sacrifice que Dieu avait demandé à Abraham de faire. Dans les pays arabes et maghrébins, on l'appelle aïd al adha mais dans d'autres pays musulmans comme au Mali, en Gambie, au Sénégal et au Tchad cette fête religieuse est aussi appelée Tabaski. Rien ne diffère, si ce n'est le nom. D'ailleurs pour connaître la date du Tabaski 2017, c'est la vision oculaire de la nouvelle lune qui est préconisée.

Fortuné Ibara



Au premier plan, l'imam Kiam Hamidou dirigeant la prière (adiac)

À Brazzaville, les musulmans habillés de leurs plus beaux bazins brodés ou soutanes se sont regroupés pour la prière collective au Stade Saint-Denis où l'imam supérieur en service à la mosquée roi Fayçal, Kiam Hamidou, a égorgé, un mouton dans le cadre du rituel musulman, lié à la commémoration. Selon l'histoire, la Tabaski commémore l'asservis-

Il a aussi rappelé aux fidèles, la confiance que l'homme doit avoir à l'égard de Dieu.

La fête de la Tabaski, comme de coutume, a également une dimension sociale et humaniste. Elle est non seulement un simple événement religieux mais aussi une occasion pour se rencontrer avec la famille et les proches. C'est un moment de partage et de générosité

ACTION HUMANITAIRE

Remise des vivres aux déplacés du Pool dans la Bouenza

Une mission humanitaire s'est rendue le 2 septembre à Loutété et d'autres localités du département de la Bouenza où elle a procédé à la remise des vivres aux populations déplacées à la suite de la situation qui prévaut dans le Pool.



Les populations déplacées lors de la remise de l'aide humanitaire (DR)

D'un montant de 500.000 dollars, soit plus de 250 millions de francs CFA, cette assistance humanitaire est une aide des Etats-Unis d'Amérique (USA), gérée par le Programme alimentaire mondial (PAM).

Elle a été remise aux déplacés du Pool en présence de la ministre en charge des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga Dzondo, de l'ambassadeur des USA au Congo, Todd P. Haskell, du représentant du PAM, Jean-Martin Bauer et du préfet de la Bouenza Jules Monkala Tchoumou.

Composée de vivres, notamment riz, sel, poisson salé et huile, cette aide d'urgence s'inscrit dans le cadre de la réponse à l'appel au fonds lancé en juin dernier par les agences du système des Nations unies. Celles-ci recherchent quelque 12 milliards de francs CFA pour apporter une assistance humanitaire aux déplacés du Pool.

A total, l'on estime à 138.000 le nombre des déplacés du Pool dont 81.000 vivent en situation difficile dans les départements voisins comme ceux de la Bouenza et de Brazzaville.

La Rédaction

LE FAIT DU JOUR

La Libye toujours...

L'Europe et l'Afrique font aujourd'hui de la question migratoire l'un des points de convergence de leurs échanges multilatéraux. Des rencontres au sommet se succèdent à Paris, la capitale française, comme ailleurs, pour tenter de trouver le meilleur moyen de combattre ce phénomène. Au-delà des bonnes intentions qu'elles affichent, les parties concernées reconnaissent que le chaos qui persiste en Libye est le nœud gordien de la stratégie d'ensemble envisagée contre les vagues successives de jeunes africains bravant la méditerranée au moyen d'embarcations dérisoires et au mépris de leurs vies.

Il est donc demandé aux pays voisins de la Libye, de renforcer des contrôles à leurs frontières de façon à ce qu'il soit possible, à partir de leurs territoires, de mieux suivre la trace des migrants. Le but est d'ailleurs, à terme, de les dissuader de

prendre le canoé. Cette demande est malheureusement faite aux pays qui connaissent d'énormes problèmes internes aggravés par la conjoncture de crise qui ne les épargne pas autant que bien d'autres nations du continent africain. Dire, en effet, au Tchad et au Niger de s'exercer à contrôler des frontières aussi larges, poreuses et dangereuses du fait de l'activisme des groupes armés s'apparente à leur demander l'impossible dans le moment présent. Ils n'en ont pas les moyens.

Du fait de la situation dans l'ancienne Jamahiriya arabe libyenne, la communauté internationale se dépenserait plus utilement en réunissant les conditions du retour à la tranquillité dans ce pays. Ceci pourrait passer par la tenue d'une grande conférence des Nations unies, à laquelle seraient associés tous les pays de la région sahélo-saharienne en ébullition et les

acteurs étrangers présents en Libye pour des raisons d'affaires ou même de leadership. Elle serait peut-être aussi l'occasion de donner un coup de pouce à la médiation africaine chapeauté par l'UA, qui semble de plus en plus court-circuitée par la multiplication des initiatives sur le sujet.

Le lien migration clandestine-chaos en Libye paraît si fort que l'on voit que sur les trois couloirs empruntés par les candidats au départ, les passeurs sont plus en difficulté à partir de la Tunisie et du Maroc qu'à partir de la Libye. Pour dire qu'autant il est utile d'aider les pays comme le Tchad et le Niger à contenir les migrants, autant il paraît judicieux de convoquer la question de la sortie de crise en Libye au cœur de toutes les stratégies mises en œuvre contre les migrants. Dans cette optique, mutualiser les efforts récolterait plus de succès que la tendance à les disperser.

Au fond, la multiplication des démarches observées sur les deux affaires (crise migratoire et crise libyenne) montre, si besoin était, qu'elles sont suffisamment complexes. Le problème est que les acteurs qui sont en mesure d'aider à la solution la complexifient davantage pour des raisons touchant à des engagements parcellaires, presque personnels, alors même qu'ils savent que le temps qui passe joue en faveur du pourrissement des deux situations.

Où est donc passée la solidarité internationale qui s'était exprimée fort bien lorsqu'il fut question (c'est de l'histoire), de mettre à bas le régime de Mouammar Kadhafi pour l'empêcher de réprimer les manifestants ? Vite, une conférence internationale sur la Libye, peut-être le jour se lèvera-t-il luisant pour le peuple libyen meurtri !

Gankama N'Siah

Résultats des élections sénatoriales du 31 juillet 2017

KOUILOU

Sylver Makaya Tchibinda (Indépendant)
Michel Robert Makaya (Indépendant)
Athanas Makoundi Makaya (Indépendant)
Martin Nicaise Makosso (Indépendant)
Raymond Bongo Mavoungou (PCT)
Justin Goma Gabou (Indépendant)

POINTE-NOIRE

Gabriel Zambila (PCT)
Jean-Félix Tchikaya (RDPS)
Bernard Mbatchi (RDPS)
Antoine Denis Loemba (Mar)
Odette Massoussa (PCT)
Victor Foudi (PCT)

BRAZZAVILLE

Théophile Adoua (PCT)
Jeanne Françoise Leckomba Loumeto (PCT) Pierre Ngolo (PCT)
Gabriel Ondongo (PCT)
Ludovic Robert Miyouna (Pulp)
Euloge Henri Rock Ondziel-Onna (PRL)

BOUENZA

Ange Edouard Pougui (UPADS)
Dhadie Yedikissa (UPADS)
Gaspard Kaya Magane (Indépendant)
Ralco Mouanda Kitsinga (Indépendant)
Barthélémy Nzaba Bakala (PCT)
Antoine Banvindi (Club 2002-PUR)

PLATEAUX

Paul Stanislas Ngué (PCT)
Joséphine Mountou Bayonne (PCT)
Aristide Ngama Ngakosso (PCT)
Pauline Ikourou Yoka (PCT)
Gabriel Oba Apounou (PCT)
Charlotte Olondowé (PCT)

CUVETTE

Gaston Eyabo (PCT)
Boniface Bouka (PCT)
André Ongagna (PCT)
Jean-Pierre Nonault (PCT)
Roger Edouard Okoula (PCT)
Antonin Molamou (PCT)

CUVETTE-OUEST

Sébastien Seba (PCT)
Maurice Mbella (PCT)
Victoire Ngolingo (PCT)
Julien Epola (PCT)
Christine Ngomoka Diokivouka (PCT)
Jean Serge Kentoula (PCT)

LIKOUALA

Alphonse Gondzia (PCT)
Alphonse Boudo Neza (PCT)
André Longuele (PCT)
Jacqueline Moundzalo (PCT)
Agathe Mankongou Kamango (PCT)
Jean Roger Ekoundzola (PCT)

NIARI

Mme Ondaye née Bernadette Ntsona Mapessi (PCT)
Michel Mayinga (PCT)
Anasthasie Batchieleli Moudoma (Front Patriotique)
Pierre Nzely Massanga Izoungou (MAR)
Clobert Ibinda (Indépendant)
Alphonse Nkoua (Indépendant)

LÉKOUMOU

Jean-Marie Epouma Andzimba (Indépendant) Mme Ngotto née Jeanne Emilie Bilongo (PCT)
Jean-Marie Opembé (Indépendant)
Jean Rodrigue Mvouma (PCT)
Jean Nicolas Mougalla (Indépendant)
Mme Lékoundzou née Kengué Emilienne Charlotte (PCT)

SANGHA

Dominique Aloka (PCT)
Marie Thérèse Bouvet (PCT)
Norbert Mbou (PCT)
Georges Métoul (PCT)
Marie Rosine Dongo (PCT)
Daniel Abibi (PCT).

N.B. : Sur décision de la Cour constitutionnelle les sénateurs élus dans le département du Pool sous la législature écoulée restent en poste en attendant l'organisation d'élections dans certaines circonscriptions de ce département où sévit l'insécurité.

PARLEMENT

L'Assemblée nationale se dote des instances dirigeantes

La chambre basse du parlement a procédé le 2 septembre à la mise en place de ses instances dirigeantes, ainsi que de son cadre juridique.

Huit commissions et six unions interparlementaires ont été mises en place avec leur président.

1-Commission Economie et Finances Exécution du budget de l'Etat

Président : Maurice Mavoungou
Premier Vice-président : Thierry Hobie
Deuxième vice-président : Abel Owassa Yaucka
Rapporteur : Marien Mombonzo Endzonga
Secrétaire : Bonaventure Boudzika

2-Commission des Lois et des Affaires administratives

Président : Fernand Sabaye
Premier Vice-président : Albert Mbouma
Deuxième vice-président : Ulrich Ngoma Mboukou
Rapporteur : Exaucé Ngambili Ibam
Secrétaire : Apollinaire Tsiba

3-Commission Affaires étrangères et Coopération chargée des Congolais de l'étranger

Président : Benoit Bati
Premier vice-président : Jean Claude Ibovi
Deuxième vice-président : Jean de Dieu Kourrissa
Rapporteur : Féreol Constant Patrick Ngassackys
Secrétaire : Stevy Etienne Mayela

4-Commission Défense et sécurité

Président : Félix Ibarra Ndéli
Premier vice-président : Zoniaba Ayemessone
Deuxième vice-président : Joseph Mbossa
Rapporteur Gaétan Kynd Nkodia
Secrétaire Cyr Abellard Ebina

5- Commission Education Culture Science et Technologie

Président : Boniface Ngoulou
Premier vice-président : Gabriel Boukoumaka
Deuxième vice-président : Michel Mboussi Ngouari
Rapporteur : Elaut Bello Belard
Secrétaire : Helb Bidie

6- Commission Santé Affaires sociales Famille et Genre

Président : Alain Pascal Leyinda
Premier vice-président : Accel Arnaud Ndinga Makanda
Deuxième vice-président : Gabriel Fall Batchi
Rapporteur : Mariane Kouka Maganga Yogo
Secrétaire : Ninon Pachel Gouamba

7- Commission Plan et Aménagement du territoire

Président : Dominique Ondze
Premier vice-président : Jean Didace Médard Moussodia
Deuxième vice-président : Blaise Ambeto
Rapporteur : Isaac Follo
Secrétaire : Frédéric Yeka

8- Commission Environnement et Développement durable

Président : Marie Jeanne Kouloumbou
Premier vice-président : Faustin Elenga
Deuxième vice-président : Paul Mienahata
Rapporteur : Jean Nkouka
Secrétaire : Romi Junior Oyo Embounou

Hormis ces commissions, les députés ont également mis en place quelques groupes interparlementaires dont l'Union interparlementaire (UIP), l'Assemblée parlementaire francophone (APF), l'Union parlementaire africaine (UPA), l'Union interparlementaire Afrique Caraïbes Pacifique-Union européenne (UIACP-UE).

MALI

L'ONU se prononcera mardi sur la création d'un régime de sanctions

Une réunion du Conseil de sécurité doit se tenir mardi sur la situation qui prévaut au Mali. À cette occasion les pays membres seront, selon un diplomate, appelés à voter sur un projet de résolution instituant un régime général de sanctions pour le Mali, un pays en grave crise malgré un accord de paix conclu en 2015.

Le Conseil est appelé à voter même si des pays comme la Russie ou l'Éthiopie avaient fait part de réserves sur l'opportunité d'un tel texte, évoquant un report possible de plusieurs semaines. Les négociations ont finalement été accélérées pour une mise au vote juste avant un départ des ambassadeurs du Conseil de sécurité pour une rencontre annuelle avec l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il s'agit d'un projet de résolution soumis au vote du Conseil de sécurité à la demande de la France, rédactrice du texte. Le document obéit aux souhaits de Bamako qui, dans une lettre

en août, avait demandé l'institution de ce régime de sanctions incluant la possibilité d'interdictions de voyages et de gels d'avoirs. Son adoption entraînerait la création d'un comité de sanctions pour identifier les individus ou entités contrevenant à ses dispositions et d'un panel d'experts ayant pour mission de s'assurer du respect des sanctions. Ce régime de sanctions, « dissuasif », a pour objectif de contrer les nombreuses entraves à la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation de 2015, souligne une source diplomatique.

D'après la même source, si le projet de résolution pouvait être adopté, les contrevenants seront nommément visés par des sanctions en cas de violations du cessez-le-feu, d'obstruction à la mise en œuvre de l'accord de paix, d'attaques contre les forces armées maliennes ou les Casques bleus. Ils seront également visés en cas de violation des droits

de l'Homme et d'obstruction à l'acheminement de l'aide humanitaire.

La violence a redoublé ces derniers mois au Mali avec des violations répétées de cessez-le-feu et des attaques contre des positions des Casques bleus présents dans le pays pour accompagner l'accord de 2015. En dépit d'une présence militaire française et de celle de l'ONU, le pays reste un lieu de passage pour des trafics en tous genres et le théâtre d'actions de force de groupes islamistes armés. L'armée malienne n'a guère la capacité de les neutraliser.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes djihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes ont en grande partie été chassés en 2013 à la suite d'une intervention militaire française qui se poursuit encore actuellement. Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères.

Nestor N'Gampoula

RWANDA

Edouard Ngirente nommé Premier ministre

Le président rwandais, Paul Kagame, a nommé mercredi au poste de Premier ministre, Edouard Ngirente, une personnalité peu connue. Il succède à un homme politique confirmé, Anastase Murekezi, qui occupait cette fonction depuis juillet 2014, après avoir été ministre du Travail.

Ce nouveau Premier ministre, qui a prêté serment le même jour, est un économiste de formation. Il a été haut conseiller auprès du directeur général de la Banque mondiale à Washington, et a également servi au sein du ministère rwandais des Finances.

Edouard Ngirente s'attèle maintenant à la formation d'un nouveau gouvernement. « Nous devons créer un gouvernement qui représente tous les Rwandais », a déclaré le président Paul Kagame, à l'occasion de la prestation de serment du nouveau Premier ministre.

Le chef d'Etat rwandais a été réélu en août pour un troisième mandat de sept ans, avec plus de 99% des voix. Il est l'homme fort dudit pays depuis que le FPR a renversé, en juillet 1994, le gouvernement extrémiste hutu ayant déclenché un génocide qui a fait 800.000 morts entre avril et juillet 1994, essentiellement parmi la minorité tutsi. Son pays est crédité d'un spectaculaire développement, principalement économique, alors qu'il était exsangue au sortir du génocide.

N.N'G.

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Rendez-vous de la rentrée avec la Tech Africaine

France. Afrobytes et AGYP invitent les économistes du digital au premier rendez-vous de la rentrée avec la Tech Africaine.

Cet événement aura lieu le 5 septembre 2017 au siège du patronat français, MEDEF à Paris, et sera proposé par Afrobytes et son partenaire CcHUB, le premier incubateur nigérian basé à Lagos.

Ce rendez-vous sera la dernière étape de « PitchDrive » après Londres, Amsterdam, Berlin et Zurich. C'est une tournée européenne durant laquelle une sélection de 14 startups africaines en forte croissance et en provenance des marchés les plus dynamiques du continent ont pour objectif de lever 20 millions d'euros auprès d'investisseurs européens.

Parmi les startups présentes,



Visuel de la dernière étape de « PitchDrive » à Paris au siège du MEDEF

six viennent du Nigeria : Preplclass, Tradedepot, Piggybank, Gloo, Lifebank, et Flashpa. La sélection, résolument panafricaine permettra également de découvrir les écosystèmes numériques ougandais avec Clinicmaster, sud-africains avec GoMetro, éthiopiens avec Gebeya, ghanéens avec Kudobuzz, kényans avec Ongair et zimbabwéens avec BitFinance

et Real Food. L'Afrique francophone sera aussi représentée par la startup sénégalaise Firefly Media.

Les techs africaines continuent leur évolution à travers le continent. Les géants de l'informatique et le MEDEF ont les yeux rivés vers les « acteurs d'aujourd'hui » avec leur immense potentialité de croissance qu'ils recèlent.

Marie Alfred Ngoma

FONDS VERT

Le secteur privé congolais invité à se mobiliser

Le secteur privé congolais dans toute sa diversité est appelé à monter des projets éligibles et porteurs de croissance verte, afin de bénéficier des prêts et garanties bancaires qu'offre le Fonds vert pour le climat.

Pour permettre aux acteurs dudit secteur de savoir davantage sur les critères d'éligibilité, la taille et le contenu des projets susceptibles d'être financés par ce fonds, le ministère de l'Économie forestière et du développement durable a organisé, le 1er septembre à Brazzaville, un atelier de sensibilisation.

« J'invite le secteur privé national à saisir cette occasion pour explorer et saisir les différentes opportunités qui s'offrent à lui, dans le cadre de ce mécanisme financier, afin de monter des projets vertueux et éligibles », a lancé le directeur de cabinet du ministre de tutelle, Pierre Taty. D'après ce dernier, le Congo, dont le territoire est couvert à 65% de forêt et de bien d'autres ressources naturelles, est bien placé pour prétendre bénéficier des retombées de ce mécanisme financier, à travers des projets pertinents.

Rappelons qu'en 2015 à Paris, la communauté internationale avait adopté un accord historique sur les changements climatiques, qui entrera en vigueur en 2020. Il s'agit dans ce cadre d'accroître la capacité des pays à faire face aux impacts des changements climatiques à travers la mise en œuvre d'actions pertinentes programmées au niveau national. Ces investissements d'envergure et des flux financiers appropriés ne devraient pas être seulement consentis par des pouvoirs publics et le secteur privé.

Lopelle Mboussa Gassia

ESPÉRANCE DE VIE

La limite d'âge de l'être humain serait de 115 ans

Malgré l'augmentation de l'espérance de vie à travers le monde, des chercheurs néerlandais ont estimé que l'être humain ne pourrait pas vivre jusqu'à 200 ans et que le « plafond de verre » de la durée de vie humaine est de 115,7 ans pour les femmes et de 114,1 ans pour les hommes.

Qualifiant cette limite d'âge de « mur », ces scientifiques ont indiqué qu'il reste d'énormes différences entre les pays riches et les plus pauvres. Si en Europe, l'espérance de vie est aujourd'hui de 80 ans pour les hommes et 85 pour les femmes, en Afrique, c'est plutôt en dessous de cet âge. Le record actuel dans le monde est détenu par Jeanne Calment, la française morte à 122 ans. Il s'agit pour le moment d'une exception qui confirme la règle.

L'augmentation de l'espérance de vie sur tous les continents s'explique de manière globale par des progrès réalisés dans la prise en charge des cancers et de l'appareil respiratoire chez les personnes âgées. A cela s'ajoute l'accès aux soins qui s'est aussi amélioré ces dix dernières années. Et le fait que de plus en plus de personnes font attention à leur nourriture, à leur consommation de tabac et d'alcool, et pratiquent un peu de sport qui favorise également l'augmentation de l'espérance de vie à travers le monde.

Les conclusions auxquelles sont parvenus les chercheurs néerlandais sont pratiquement similaires à ceux de leurs confrères américains l'an dernier qu'en 2070, l'espérance de vie moyenne serait de 93 ans.

N.N'G.

AFRIQUE CENTRALE

Atelier sur la paix et sécurité

Sous l'égide des femmes éditrices pour la paix et la sécurité en Afrique centrale (Feppsac) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Yaoundé (Cameroun) a accueilli du 29 au 31 août, un atelier d'appropriation de la Résolution 1325 (2000).

Intitulé « Paix et sécurité : pour une coopération dynamique entre la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et les femmes médias », l'atelier a rappelé la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies adoptée le 31 octobre 2000. A savoir les engagements de la Déclaration de Beijing, qui réaffirme le rôle important joué par les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix.

Noël Ndong



LE RESEAU DES SMARTPHONES

**MULTIPLIE TON CRÉDIT
AVEC BONUS MOPAO**

Gagne jusqu'à **150% de bonus**
sur tes appels vers tous les réseaux

Compose *121*1*2#

AG Partners



ONU

Donald Trump prévoit de peser de tout son poids pour parvenir aux réformes

Le président américain, Donald Trump, entend prendre une initiative en septembre pour pousser l'ONU à se réformer. Une réunion de haut niveau se tiendra le 18 du mois en cours pour tenter d'engager des réformes de l'organisation, a indiqué un diplomate.

Dans cette perspective, une déclaration politique, destinée à être endossée ce jour-là par le plus grand nombre, à la veille du début officiel de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement est déjà prête. Ce document qui comprend dix affirmations et engagements, vise à soutenir le processus de réformes déjà engagé par Antonio Guterres, afin de rendre « plus efficace et performante » une organisation souvent taxée de lourdeurs administratives trop coûteuses. C'est pour cela que Donald Trump l'a qualifiée en 2016 de « club » aimant « avoir du bon temps ».

« plus efficace et performante »

Le projet de texte souligne la nécessité de réduire les duplications et les redondances au sein des différentes instances relevant de l'ONU. Il insiste sur la nécessité pour le secrétaire général des Nations unies d'arriver à des « changements concrets » dans le système onusien pour une meilleure adéquation de son travail dans les domaines humanitaire, de développement et de la paix.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui fait des réformes de l'organisation l'une de ses priorités, a prévu de son côté de soumettre à l'Assemblée générale des Nations unies des rapports sur une meilleure gestion des effectifs. Il y est fait également allusion à une coordination accrue des instances chargées du développement et une approche plus transversale des domaines de la paix et la sécurité.

La prochaine Assemblée générale de l'ONU sera la première du genre pour Donald Trump comme pour son homologue français, Emmanuel Macron, ainsi que pour Antonio Guterres dans ses fonctions de nouveau secrétaire général des Nations unies.

Notons que les Etats-Unis sont le premier contributeur financier à l'ONU, en assurant 28,5% de son budget d'opérations de paix estimé à 7,3 milliards de dollars et 22% de son budget de fonctionnement qui atteint 5,4 milliards de dollars.

N.N'G.

KENYA

La Cour suprême invalide les résultats de la présidentielle

Dans une décision rendue publique le 1^{er} septembre, la Cour suprême kényane a invalidé les résultats de la présidentielle du 8 août, qui avait donné le président sortant Uhuru Kenyatta vainqueur, et ordonné qu'un nouveau scrutin soit organisé.

Le président de la Cour, David Maraga, a justifié cette décision de portée historique par des « irrégularités » constatées durant le scrutin. « À la question de savoir si les illégalités et irrégularités ont affecté l'intégrité de l'élection, la Cour est d'avis que c'est le cas », a-t-il déclaré. L'élection présidentielle « n'a pas été conduite en accord avec la Constitution » et le résultat est donc « invalide

« À la question de savoir si les illégalités et irrégularités ont affecté l'intégrité de l'élection, la Cour est d'avis que c'est le cas »

et nul », a souligné David Maraga, en ordonnant à la Commission électorale (IEBC) d'organiser un nouveau scrutin dans un délai de 60 jours, conformément à la Constitution.

Le président de la Cour a saisi cette opportunité pour mettre en cause la commission électorale, en affirmant qu'elle avait « échoué, négligé ou refusé » de conduire les élections en accord avec la Constitution. Il a également évoqué des irrégularités



La Cour constitutionnelle kényane a annulé le résultat de l'élection présidentielle du 8 août dernier. Baz Ratner/Reuters

dans la transmission des résultats.

Selon des sources concordantes, dès l'annonce de cette décision

inattendue, les cris de joie des partisans de l'opposition ont retenti aux alentours de la Cour suprême, dans le centre de la capitale Nairobi, où un important dispositif policier avait été déployé, ainsi qu'à Mathare, l'un des bidonvilles de Nairobi, acquis à l'opposition.

C'est une « décision historique », a immédiatement réagi la coalition d'opposition Nasa. Quant à Raila Odinga, le candidat de

l'opposition à la présidentielle, il a aussitôt mis la pression sur la Commission électorale en affirmant n'avoir « aucune confiance » dans sa capacité à conduire un nouveau scrutin.

Pour rappel, notons que Uhuru Kenyatta, 55 ans, qui était élu pour la première fois en 2013, avait été proclamé vainqueur par l'IEBC le 11 août, avec 54,27% des voix contre 44,74% à l'opposant historique Raila Odinga, 72 ans, déjà battu en 1997, 2007 et 2013. Mécontente de ces résultats, l'opposition avait dénoncé des fraudes et s'était résolue le 18 août à saisir la Cour suprême. Des manifestations et de violentes émeutes qui s'en étaient suivies et dans lesquelles 21 personnes ont été tuées avaient été réprimées par la police.

Nestor N'Gampoula

PEINTURE

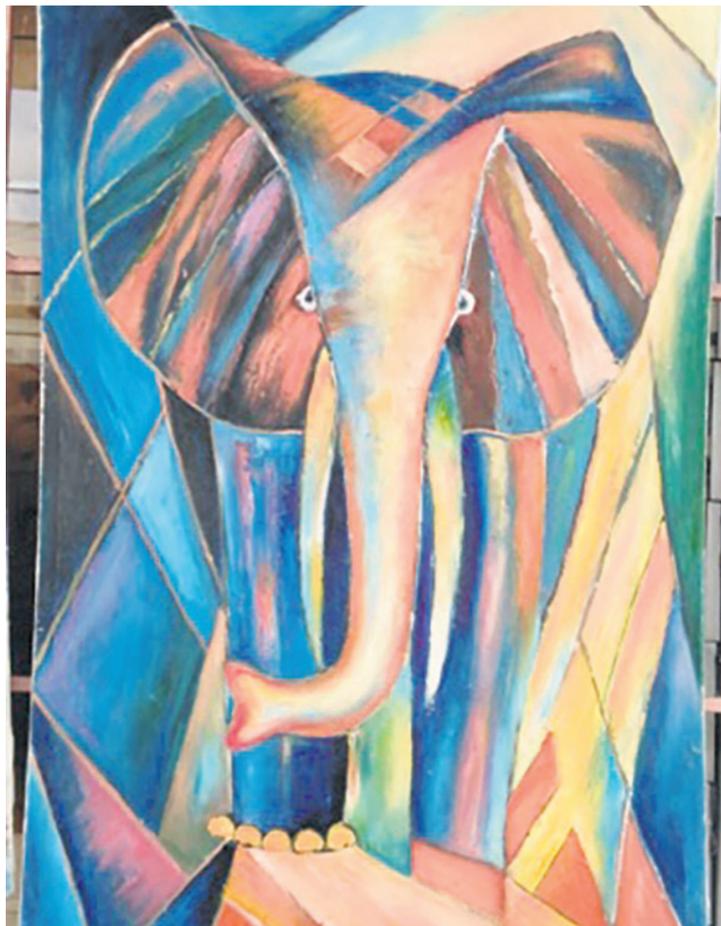
Un métier de patience

Depuis plusieurs années les peintres congolais sont dans l'embarras du choix entre continuer avec ce métier ou le changer. Le manque d'intérêt des clients à l'égard du travail des peintres constitue la cause principale de la non liquidation de leurs produits. Mais, les professionnels de ce métier pensent que rien n'est facile dans la vie « Tout est possible à celui qui croit et il n'y a pas de sots métiers. Il faut juste patienter ».

Plusieurs artistes font de ce métier leur source de revenu et prennent en charge leur famille avec le peu qu'ils gagnent.

En parcourant la ville de Brazzaville, l'on ne manquera pas d'admirer les œuvres d'arts qui sont exposées dans certains coins stratégiques de la ville, comme au marché Plateau, au contre-rail de la rue Mbochis, à l'agence nationale de l'artisanat y compris à l'Ecole de peinture de Poto-Poto dans le 4e arrondissement (Moungali).

Le Congo regorge plusieurs



peintres qui, pour la plupart sortent de cette école dont la renommée internationale n'est plus à démontrer. Malgré cela, les peintres congolais peignent à vivre de leur métier qu'ils exercent avec amour et passion, selon eux. La majorité passent leur temps à contempler leurs propres produits tout au long de la journée par manque de clients.

À la différence de la vieille génération où les grands maîtres peintres comme Gothen, Emile Moukoko, Michel Yengo, Eugène Malonga, Guy Léon et bien d'autres participaient aux grandes expositions internationales et vivaient pleinement de leur travail, la génération actuelle a des difficultés à pérenniser ce métier.

« La majorité des amis qui ont étudié avec moi à l'Ecole de peinture de Poto-Poto sont maintenant dans l'Armée car ils ne trouvaient pas de quoi nourrir leur famille. Si j'ai persévéré c'est grâce aux encouragements du chef de l'Etat pendant mon

apprentissage », a-t-il affirmé. La plupart des tableaux relatent l'histoire de la vie quotidienne de la population et permettent à l'homme de comprendre son environnement, a indiqué maître Gauss. « Pour bien comprendre un tableau, il faut faire un voyage d'esprit en prolongeant son imagination », a souligné un vendeur de tableaux de peintures.

D'après certains peintres, ce métier est très noble du fait qu'il y a des tableaux qui coûtent des fortunes, d'où les jeunes doivent se donner à la peinture pour permettre son rayonnement. Pour ce faire, ils ont besoin d'encouragement et de soutien. Signalons que les peintres brazzavillois ont jugé bon de créer quelques associations afin de faire entendre leur voix. C'est le cas de l'association des femmes peintres, tout comme la Fondation de peinture de Poto-Poto qui est financée par l'Union Européenne.

Christel Bitemo Babela et Rude Ngoma (Stagiaires)



COMMUNIQUE DE PRESSE

Pointe-Noire, le 04 Septembre 2017

Le Tribunal de commerce de Paris retient l'offre de reprise de Bolloré Transport & Logistics d'une partie des activités de Necotrans

La reprise menée par Bolloré Transport & Logistics s'inscrit dans une logique de renforcement et de développement de ses positions en France et en Afrique, dans les secteurs du transport, de la logistique et des partenariats public-privé portuaires. La reprise concerne des activités qui répondent à deux objectifs prioritaires : faciliter l'accès au continent africain de tous les clients français et internationaux de Bolloré Transport & Logistics, mais aussi consolider et diversifier les activités liées aux opérations portuaires sur la façade atlantique du continent africain.

En France, la reprise porte sur le fonds de commerce de Necotrans. 71 contrats de travail seront directement repris et près d'une trentaine d'emplois supplémentaires pourront être sauvegardés aux mêmes niveaux d'ancienneté et de rémunération grâce à des opportunités de reclassement existantes au sein de Bolloré Transport & Logistics.

En Afrique,

-le rachat de la société Terminal du Bassin du Congo (TBC) va permettre de développer une offre sur le corridor stratégique entre Pointe Noire et Brazzaville et assurer une meilleure circulation des marchandises, cette reprise emporte la sauvegarde des 39 personnes employées par TBC,

-le rachat de la société Terminaux Conventionnels de Lomé (TCL), avec la reprise des 71 emplois y attachés, s'inscrit dans la stratégie de développement de l'exploitation de terminaux et quais dédiés pour la manutention conventionnelle. Ceux-ci permettent de décongestionner les ports africains et faciliter l'exportation de vrac et de marchandises non conteneurisées. TCL sera donc un actif complémentaire et synergique au Togo permettant de renforcer l'efficacité de l'offre globale portuaire.

-le rachat de la société Necotrans Sénégal, employant 148 personnes, permet à BTL de se doter d'un outil logistique au service de ses clients pétroliers. Cette reprise s'accompagne de celle de la société NCT Logistic Sénégal détenant l'immeuble et le yard,

-le rachat de quatre participations minoritaires de Necotrans sur les terminaux dans lesquels BTL est déjà présent, en concertation avec les autorités de chaque pays afin d'assurer la pérennité de ces actifs stratégiques pour les économies locales, à savoir :

- Terminal Roulier d'Abidjan (TERRA);
- Terminaux Routiers à Conteneurs du Burkina (TRCB);
- Douala International Terminal (DIT);
- Société de Manutention du Terminal à Conteneurs de Cotonou (SMTC).

Les structures et les effectifs de Necotrans compris dans le périmètre de reprise par Bolloré Transports & Logistics bénéficieront de la solidité financière du Groupe Bolloré. La politique de développement du Groupe s'appuie, depuis 195 ans, sur des valeurs entrepreneuriales fortes, un actionnariat stable et une politique d'investissements de long terme. Près de 300 millions d'euros sont investis chaque année dans la modernisation des offres, des solutions logistiques de haute technologie ou la diversification des offres.

Cette reprise est une garantie pour l'ensemble des clients de Necotrans de pouvoir bénéficier de toute l'expertise humaine et technique du réseau mondial de Bolloré Transport & Logistics, notamment en matière d'achat de fret, de gestion de supply chain et de représentation commerciale.

A propos de Bolloré Transport & Logistics

Bolloré Transport & Logistics est un opérateur majeur du transport et de la logistique à l'international (5ème groupe européen, 10ème mondial et leader en Afrique). Nos 36 700 collaborateurs, répartis dans 105 pays expriment leur savoir-faire à travers quatre métiers : Bolloré Ports, Bolloré Logistics, Bolloré Railways, Bolloré Energy. Bolloré Ports opère dans le monde 21 concessions portuaires, 25 ports secs et 7 terminaux rouliers. Bolloré Logistics possède un réseau de 602 agences et gère 1 800 000 M2 d'entrepôts à travers le monde. Bolloré Transport & Logistics emploie au Cameroun près de 5 000 personnes.

Contacts Presse
Contact@bollore.com

Nous suivre

MUSIQUE

La sœur Belle Agniélé en tournage des clips de l'album «Le temps de l'esprit vol 2 la grande grâce»

Après sa mise sur le marché du disque le 08 juillet dernier, l'album « Le temps de l'esprit volume 2, la grande grâce », troisième opus de la sœur Belle Agniélé, est à la phase des tournages des clips. De Kinshasa en République démocratique du Congo (RDC) à Brazzaville, la chanteuse veut présenter des vidéos de qualité au peuple de Dieu.

L'album qui jusque-là, n'était disponible qu'en deux formats, CD cristal appelé format européen et CD en carton dit CD Afrique, aura bientôt ses supports vidéo. La sœur Belle Agniélé et son groupe Le Rocher des Âges sont à la phase finale des tournages des clips. La première partie a été tournée à Kinshasa avec la maison 3 points. Sept clips y ont été tournés à savoir : Au nom de Jésus (en français et lingala) ; l'Agneau immolé (en français) ; Je t'aime

Jésus (en français). Il n'y a que toi (en français) ; Yésu olembi biso te ; Mosungi (en lingala) ; Ma prophétie s'accomplira (français). Les quatre autres clips qui restent seront tournés à Brazzaville avec Harris Okombi.

Les derniers clips sont tournés à Brazzaville avec Harris Okombi. L'équipe de la maison 3 points a finalement fait le déplacement de Brazzaville pour finaliser le tournage des clips. Le clip de la chanson L'espoir de demain un bonus, chantée en l'honneur des élèves, existe déjà et sera amélioré.

Réagissant sur le tournage des clips de cet album qui s'inscrit dans le cadre de la continuité du volume 1, la sœur Belle Agniélé a déclaré que les supports DVD étaient importants. « Ce qui est plus important dans ce que nous faisons, c'est le message que nous apportons. Cette

fois-ci, la maison MCI a voulu d'abord mettre en valeur l'audio pour permettre aux enfants de Dieu de découvrir le message que nous avons apporté dans le temps de l'esprit volume 2. Nous sommes arrivés presque à la fin des tournages. Dans deux ou trois mois le DVD sera sur le marché. MCI se rendra en France pour travailler les DVD. C'est aussi important lorsque nous jouons des concerts qu'il y ait le feedback avec le public », a-t-elle ajouté.

Le temps de l'esprit volume 2 la grande grâce n'a pas été encore présenté officiellement. Une conférence de presse précèdera sa présentation au public.

Cet album est multicolore avec des rythmes variés comme le zook, le zouglou, la rumba. Son producteur Claude Isidore Miéré, patron de la maison MCI, pense que la



La sœur Belle Agniélé lors du tournage d'un clip/Adiac

mois de studio suivi du mixage à Brazzaville. Sa commercialisation se fait à travers plusieurs points de vente dans le pays, notamment chez Abou Ndiaye, Letiok shop, Espace Awa, Alpha musique à Brazzaville ; Drtv Pointe-Noire, Tegra FM à Pointe-Noire ; Vini multimédia, Transroute Congo à Dolisie ; radio R2N à Ewo ; Youyou musique 2 rue Ernestine métro Château rouge à Paris (France). La chanteuse a un site : belleagniele.world, plus une page Facebook.

Rappelons que le mastering de cet opus s'est fait en France par le frère Ernest Mvouama, après deux

mois de studio suivi du mixage à Brazzaville. Sa commercialisation se fait à travers plusieurs points de vente dans le pays, notamment chez Abou Ndiaye, Letiok shop, Espace Awa, Alpha musique à Brazzaville ; Drtv Pointe-Noire, Tegra FM à Pointe-Noire ; Vini multimédia, Transroute Congo à Dolisie ; radio R2N à Ewo ; Youyou musique 2 rue Ernestine métro Château rouge à Paris (France). La chanteuse a un site : belleagniele.world, plus une page Facebook.

Bruno Okokana

FOOTBALL

Transferts

FRANCIS N'GANGA RESTE À CHARLEROI

Sous contrat jusqu'en juin 2019, Francis N'Ganga avait trouvé un



accord, en début de mercato, avec sa direction : la porte était ouverte, pour services rendus par le latéral gauche (143 matchs joués depuis son arrivée en août 2012). Finalement, malgré plusieurs sollicitations, l'ancien Grenoblois, âgé de 32 ans, n'est pas parti et reste finalement chez les Zèbres.

Mais pour gagner du temps de jeu, il devra faire ses preuves, puisque les Carolos ont recruté l'Angolais Fortuna (ex international U21 portugais formé à Braga). Avec le prêt de Boulanger à Louvain, N'Ganga redevient deuxième dans la hiérarchie du poste, même si le gaucher Diandy peut dépanner, comme le Grec Marinos, titulaire dans le couloir droit.

SYLVER GANVOULA PRÊTÉ À MALINES PAR ANDERLECHT

Sylver Ganvoula portera les couleurs du KV Mechelen (Malines), actuel 14e de Jupiler League (1re division belge). Il a été prêté sans option d'achat jusqu'en juin 2018.

Barré au RCS Anderlecht par les choix tactiques du coach René Weiler, qui a choisi de n'aligner qu'une vraie pointe (le Polonais Teodorczyk, 1 but en 5 matchs) en 4-3-3 ou 5-4-1, Sylver Ganvoula n'a disputé que 3 minutes de Jupiler League. Et malgré le piètre début de saison des champions en titre (11e avec 4 points pris), sa situation semblait bouchée, puisque le Nigérian Onyekuru, le Roumain Chupciu, l'Algérien Hanni ou le Belge Bruno, probablement plus polyvalents, passent devant le Congolais dans la hiérarchie.

La solution du prêt, plusieurs fois évoquée depuis le début du mois d'août, a donc été choisie par le joueur et la direction d'Anderlecht. Ganvoula finira donc la saison à Malines, qui évolue également en 4-3-3. Il sera en concurrence avec le Serbe Drazic, muet depuis son unique but de la saison, lors de la 1re journée. L'occasion pour l'international congolais de renouveler sa performance de la saison écoulée, à Westerlo : 9 buts et 2 passes décisives.



Et surtout de rebondir, moralement, après sa non-sélection pour les deux matchs face au Ghana et son été compliqué chez les Mauves. Qu'il re-

trouvera en juillet prochain et avec lesquels il est encore lié pour 4 ans (juin 2021).

RANDI GOTENI PRÊTÉ POUR LA FIN DE SAISON À BÉZIERS

Barré à Troyes, où il n'a pas été convoqué en équipe première lors des 4 premières journées de Ligue



1, Randi Goteni est prêté par l'Estac à l'AS Béziers.

Peu utilisé durant la préparation estivale et barré de l'équipe première en Ligue 1, Randi Goteni prend la direction de Béziers, actuel 4e de National 1 (ex National). Le milieu défensif de 22 ans essaiera d'y gagner du temps de jeu et d'emmagasiner de l'expérience.

Pour revenir à Troyes, le 1er juillet prochain. Le milieu d'un mètre 89 est lié jusqu'en juin 2019 avec son club formateur avec lequel il a disputé 9 matchs de Ligue 2 la saison dernière (et 68 matchs avec la réserve, dont 50 en CFA).

S'il est qualifié demain, il pourrait faire ses débuts sur le terrain de Boulogne-sur-Mer, vendredi 1er septembre. Dans le cas contraire, il devra attendre le 8 septembre, à domicile, face à Dunkerque.

Camille Delourme

MONDIAL 2018

Les résultats de la 3^e journée des éliminatoires zone Afrique

Vendredi se jouaient, outre le match Ghana-Congo (1-1 à Kumasi), plusieurs rencontres de cette 3e journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018. Et les filets ont tremblé avec 6 buts encaissés par le Mali au Maroc et quatre passés par le Nigeria face au Cameroun.

Groupe A, à Radès

Tunisie – RDC : 2-1 (1-1)

Buts : Yassine Meriah (18e sur penalty) et Ghilabe Chalali (47e) pour la Tunisie, Cédric Bakambu (43e) pour la RDC

Groupe B, à Uyo

Nigeria – Cameroun : 4-0 (2-0)

Buts : Ighalo (29e), Mikel (42e), Moses (55e) et Iheanacho (76e) pour le Nigeria

Groupe C, à Rabat

Maroc – Mali : 6-0 (2-0)

Buts : Ziyech (19e sur penalty et 61e), Boutaïb (27e), Hakimi (72e), Fajir (86e) et Mahi (88e) pour le Maroc

Groupe C, à Praia

Cap-Vert – Afrique du Sud : 2-1 (2-1)

Buts : Nuno Rocha (33e sur penalty et 38e) pour le Cap-Vert, Rantie (14e) pour l'Afrique du Sud

Groupe E, à Kumasi

Ghana – Congo : 1-1 (0-1)

Buts : Partey (85e) pour le Ghana, Thievy Bifouma (18e) pour le Congo

Baba Yara Stadium de Kumasi

Arbitres : Messieurs Sràiri, Jridi et Saad (Tunisie)

Buts : Partey (85e) pour le Ghana, Thievy Bifouma (18e) pour le Congo

Avertissements : Bifouma (26e), Bahamboula (82e), Itoua (95e) et Ndinga (95e) pour le Congo

Ghana : R. Ofori – Attamah (Afful, 46e), Amartey, J. Mensah,

Schlupp – E. Ofori, Partey, A. Ayew (Poku, 68e), Atsu – Gyan (Agvepong, 62e), J. Ayew

Entraîneur : James Kwasi Appiah

Congo : Mouko – Baudry, Mayembo, Itoua, Badila – Gandzé, Avounou, Bahamboula (Pambou, 82e) – Ondama (Ndinga, 56e), Doré

(Tsoumou, 71e), Bifouma

Entraîneur : Sébastien Migné (France)

C.D.



KD Computer

OFFRE D'EMPLOI

KD COMPUTER - Entreprise informatique Recherche
-2 Formateurs en réseau, maintenance des ordinateurs, Linux et Windows Server

-1 Technicien de maintenance
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle
Maîtrise les réseaux câblés et Wifi / Windows 7/8/10/ Word/Excel/ Internet

-1 Secrétaire
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle
Maîtrise Word/Excel/Publisher/Internet

-1 Technico-Commercial
Bac + 2 / 2 ans d'expérience professionnelle
Maîtrise Word/Excel/Publisher/PowerPoint/Internet

La connaissance de la langue anglaise est un atout déterminant
Dossier à fournir : Lettre de motivation, CV, diplôme, certificat ou titre professionnel

Horaires de dépôt : 17h30 - 20h00

Date limite de dépôt : samedi 09 septembre 2017

Tél : 06 621 45 25 / 05 345 78 62

Adresse : 849, rue Voula - Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo

e-mail : kdcomputer2011@gmail.com /
kdcomputer2011@hotmail.com

NÉCROLOGIE

Francis Yhombi, agent des Dépêches de Brazzaville, kolo Bertin et Max kolo, agent Asecna ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès inopiné de leur mère Mme Kolo Henriette née Mouabe Ikia, le 26 août 2017 à Brazzaville.

La veillée se tient au n° 15 de la rue Oyo à Kagabanzi (Talangai).

L'inhumation est prévue pour le mardi 5 septembre 2017 au cimetière VIP Bouka.



Le groupe des Universités d'Etat russes - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire

Consulat Honoraire de Russie
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tél: +242 055005560

à Brazzaville

Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE**

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

HUMEUR

Quand des écoles privées perdent leurs scandaleux pourcentages aux examens d'État !

Et si l'on ne prend garde, on risquerait d'assister à l'avenir à une formation au rabais dans certains établissements d'enseignement privé vu la tournure que prend la chose ces deux dernières années. Que se passe-t-il réellement dans ces écoles privées ? Pourtant, il y a quelques années, elles excellaient dans des pourcentages scandaleux lors des publications des résultats des examens d'État. Il y a certainement que ces pourcentages outragés étaient soutenus par un château de cartes qui s'est écroulé facilement dès que le système de fraude a été décelé par les nouvelles autorités nationales scolaires. Tentons de le comprendre. N'hésitons pas à le dire haut et fort, c'est une vraie antivaleur qui a été à la base de ces faux pourcentages aux examens d'État dans certaines écoles privées. Et ces deux dernières années, la manière dont les examens d'État sont organisés donne plus de la valeur aux dits examens, notamment

le BEPC, le baccalauréat, le CEPE et bien d'autres.

Il n'y a plus de portable à l'oreille ou à l'œil lors du déroulement de ces examens. En plus le système des « labos », autrement dit le fait de recruter des élèves du supérieur ou même certains encadreurs qui foulent aux pieds des préceptes pédagogiques pour travailler des sujets d'examens lors du déroulement de ces épreuves dans des endroits cachés pour les remettre par la suite de la façon « maligne » aux candidats. Aussi la pratique de retrouver tel ou tel sujet sur la toile a été vaincue. Et la mesure disciplinaire de la fermeture de certains établissements scolaires qui ont brillé par des méthodes de fraude à ciel ouvert a été appliquée. Encore que les appels incessants des gestionnaires du système éducatif à l'endroit des élèves, enseignants, parents d'élèves et aux gestionnaires circonstanciels des examens d'État a été sans complaisance. Ce sont donc ces quelques éléments qui ont

beaucoup contribué à la chute vertigineuse de ces faux pourcentages.

Toujours dans le même ordre d'idées, il y a aussi le problème des profils des encadreurs et enseignants dans certaines écoles privées, sans oublier aussi celui du volume horaire qui contribuent sans doute à la baisse brutale de ces pourcentages. Tenez ! Comment comprendre qu'un encadreur qui évolue dans une classe d'examen est toujours en contradiction avec ses élèves sur des solutions des exercices que lui-même propose. Aujourd'hui, c'est telle solution, et demain c'est une autre pour un même exercice. Et cela se passe de temps en temps poussant même les apprenants à s'interroger sur le niveau pédagogique réel de l'encadreur. C'est du « tâtonnement pédagogique », lui-même est le résultat d'un profil douteux.

Et des volumes horaires des disciplines enseignées ! Il y a là un sérieux problème qu'il faut vite résoudre.

L'Institut national de recherches et d'action pédagogique (Inrap) sait pourquoi elle avait fixé pour chaque matière ses nombres d'heures par semaine pendant la période scolaire. Quelquefois, hélas ! Ces volumes horaires ne sont pas respectés. D'où il est parfois triste de lire non pas six heures ou huit heures de cours de Français ou des Mathématiques par semaine sur un emploi du temps d'un élève de la troisième ou des séries C ou A, mais plutôt trois heures par semaine. Alors où sont passées les autres heures ? Elles sont tout simplement supprimées pour éviter de majorer le gain de l'enseignant qui doit intervenir.

À un mois de la rentrée des classes, des établissements d'enseignement privé qui ont eu des pourcentages d'admission au rabais aux examens d'État devraient faire une « vraie introspection » afin de redorer leur blason des meilleurs pourcentages et non des faux aux examens d'État.

Faustin Akono

LES MEILLEURES FORMATIONS

Réseau et Système

100% pratique



2
Gérez les serveurs virtuels en entreprise

1
Gestion Internet en entreprise

3
Devenez Expert en maintenance informatique et réseau

4
Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente

5
Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)

6
Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC



06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

ÉVALUATION DE L'ALLIANCE MP-PALU

Le parti d'Antoine Gizenga se réjouit de la réponse du chef de l'État

Cette formation politique espère, par cet acte visant à évaluer et revoir l'alliance entre la majorité présidentielle et le Parti lumumbiste, à la construction dans un avenir proche de la gauche congolaise.

Dans un document signé le 1er septembre par le secrétaire permanent et porte-parole du Parti lumumbiste unifié (Palu), Gizenga Luigi, ce dernier est content de la réaction du président de la République à la lettre de leur secrétaire général et chef du parti en rapport avec les relations entre la majorité populaire (MP) et cette formation politique.

À en croire ce document, le chef de l'État aurait répondu favorablement à la lettre faisant office de l'ultimatum de trois jours que le secrétaire général et chef du parti, le patriarche Antoine Gizenga, lui avait adressée. « Il a accepté l'évaluation de l'alliance avec le Palu en vue de sa révision », est-il noté dans ce document. Gizenga Luigi espère, par cet acte, à la construction dans un avenir proche de la gauche

congolaise.

Il est, en effet, rappelé que le Palu avait dernièrement exprimé son mécontentement sur la gestion des ambitions par la majorité au pouvoir avec laquelle il a signé une alliance. La goutte d'eau qui avait fait déborder le vase était les dernières élections des gouverneurs des provinces où Floribert Luboto, candidat du Palu au gouvernement de la province du Kwilu, a été devancé par l'indépendant Bala-Bala Kasongo. Mécontent, le parti d'Antoine Gizenga s'était dit prêt à demander à tous ses membres de quitter les institutions et mettre ainsi fin au mariage avec la MP pilotée par le PPRD. C'est donc pour se retrouver autour d'une table, évoquer cette situation et revoir, si besoin en était, les clauses de cette entente, que le Palu a adressé au chef de l'État, Joseph Kabila, en tant qu'autorité morale de la MP et de cette alliance avec le Palu, un ultimatum de trois jours prenant effet à partir du 28 août. Pour le Palu, cette rencontre devrait réparer les préjudices



Des drapeaux du Palu et du PPRD, flottant ensemble

causés ou carrément remettre en cause l'alliance qu'il a jugée ne répondant plus aux objectifs fixés depuis 2006, de garder les acquis de la démocratie en consolidant la gauche congolaise. La réponse

du chef de l'État rencontre donc, dans ce sens, les aspirations du Palu, qui refuse de servir de « marchepied » et qui pense, par cette évaluation, recouvrer ses « droits » rognés au fil des jours par

l'usure du temps, en vue de permettre aux drapeaux du PPRD et autres partis de la MP ainsi que celui du Palu de continuer à flotter ensemble.

Lucien Dianzenza

RENTRÉE SCOLAIRE 2017-2018

La Fondation Ngudianza distribue des kits scolaires à Kinshasa

Ces kits donnés aux enfants de la capitale congolaise comprennent des cartables, des cahiers, des stylos, des lattes, etc. Ce geste vise à soulager la charge des parents pour une reprise des classes sans trop de difficultés aux bénéficiaires.

La Fondation Ngudianza (FN) conduite par Néfertiti Ngudianza Bayokisa Kisula a procédé, le 2 septembre, dans la salle de la paroisse Saint-Alphonse de la commune de Matete, en collaboration avec le Collectif des associations pour le bien-être de l'enfant et de la famille (CABEF), à la distribution des kits scolaires aux enfants de cette municipalité en âge de scolarité. L'opération menée à Matete vient après celle de Lemba tenue la veille et avant celles prévues à Limete et à Kisenso. Dans la première commune, plus de 300 enfants ont bénéficié de ces kits et à Matete plus de deux cents.

Pour la présidente de cette association, Néfertiti Ngudianza, cet acte qui vient du fond de son cœur vise à faciliter l'éducation à ces enfants qui constituent l'avenir du pays et de toute l'humanité. Exprimant sa joie de voir les parents accompagner leurs enfants pour cette campagne, M Néfertiti Ngudianza, qui pense ainsi accomplir une recommandation de Dieu et de la nature en aidant les autres, a noté que son geste se justifie par la volonté de voir des enfants être encadrés comme elle et les autres parents l'ont été pour devenir des personnes sur qui l'humanité peut compter. Sa joie a été aussi grande, a-t-il dit, en voyant le sourire sur le visage de chaque enfant bénéficiaire ainsi que le soulagement des parents



Distribution des kits scolaires par Me Néfertiti Ngudianza / photo Adiac

dont la tâche pour la rentrée scolaire 2017-2018 a été allégée.

Une porte ouverte

Profitant de cette occasion pour sensibiliser les parents à scolariser, encadrer et élever leurs progénitures, Me Néfertiti Ngudianza a rappelé à ces derniers que le geste posé doit être vu comme une porte ouverte, les conseillant à ne pas désespérer devant chaque situation qui pouvait leur arriver. « Si une porte se ferme, une autre s'ouvre. L'avenir dépend des actes posés aujourd'hui. Que chacun sache se lever pour ces enfants. Et le souhait est que ces enfants, à leur tour, puissent suivre cet exemple », a-t-elle dit. Aux enfants bénéficiaires et à tous les enfants de Kinshasa, de la RDC et du monde, la présidente de la FN leur a demandé de ne pas né-

gliger les études ou la formation. « Tout commence par les études ou la formation. Allez de l'avant, travaillez et réussissez », leur a-t-elle dit.

Dans son mot de bienvenue, le coordonnateur du Comité local de développement de Matete, M. Kudia, a noté la joie de recevoir cette fondation sur le sol mate-tois. Tout en saluant le souci de cette fondation de faciliter la rentrée scolaire et l'éducation des enfants de Matete, il a souhaité la continuité de ces genres d'action pour le développement de la population. Il a également assuré la FN du soutien du comité qu'il coordonne.

Une surprise pour les bénéficiaires

Tous les parents des enfants bénéficiaires ont exprimé leur surprise devant ce geste de la Fondation Ngudianza. Ils ne pensaient

pas, ont-ils dit, avoir en mains un colis d'aussi grande importance. Mais, pour eux, l'important ce n'est pas le contenu mais le geste. C'est donc pour dire merci à la fondation donatrice et à sa présidente qu'en retour, une botte de feuilles de manioc et tous les ingrédients pour sa préparation ont été remis à Mme Néfertiti Ngudianza, en plus de la prière dite par un enfant bénéficiaire dans laquelle elle a demandé à Dieu de bénir la donatrice et les fruits de ses mains. En cherchant à donner une explication à ce geste, l'une de membres du Comité de développement de Matete est allée la trouver dans le nom de l'initiatrice de la FN, Ngudianza, qui signifie la « maman du monde ». Pour elle donc, Me Néfertiti Ngudianza agit en mère.

La FN, note-t-on, fondée à l'ini-

tiative de Me Néfertiti Ngudianza, a comme membre « des femmes et des hommes congolais et étrangers épris de la volonté d'agir pour contribuer ensemble à l'épanouissement de l'être humain, afin d'aller plus loin dans cette quête du bien-être pour le peuple congolais ».

S'appuyant sur la devise de cette ASBL qui est « Ensemble, nous irons loin », l'initiatrice de cette œuvre caritative, Me Néfertiti Ngudianza, a rappelé : « Lorsque quelqu'un monte seul, le poids de ceux qui reste en bas l'attire vers le bas. Mais lorsqu'il monte avec les autres, leurs efforts pourront aider à relever ceux qui sont restés en bas ». C'est pourquoi, a-t-elle soutenu, sa fondation appelle à une union d'efforts pour relever le niveau de la population et de tout le pays. « En observant l'environnement socio-économique dans notre pays, l'on se rend compte que le vécu quotidien du peuple congolais s'est détérioré depuis les deux dernières décennies. Pour des raisons d'origines diverses, allant de la conjoncture économique difficile, en passant par l'effondrement du tissu économique ou par l'inversion des valeurs, l'on arrive à observer des écarts sociaux qui ne cessent de se creuser. Dans ces conditions, les obligations les plus simples pour les parents, les professeurs, les époux, bref pour le citoyen, deviennent un combat qui se vit au jour le jour. Face à un tableau aussi triste et sombre, une seule attitude est recommandée : Agir », a conseillé Me Néfertiti Ngudianza.

L.D.

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'opposition réclame l'audit du fichier électoral

Selon le Rassop/Limete, les statistiques avancées par la Céni n'inspirent pas confiance et nécessitent absolument un audit avant la publication officielle du fichier électoral.

Alors que le processus d'enrôlement des électeurs est en passe d'être enclenché ce lundi au Kasai, des voix s'élèvent d'ores et déjà pour réclamer l'audit du fichier électoral. Le travail abattu jusqu'ici par la centrale électorale qui a avancé le chiffre de 40.000 électeurs (soit 98% d'inscrits), des statistiques qui se rapprochent de plus en plus de sa prévision initiale de 42.000 inscrits, demeure à ce jour sujet à caution. Des voix s'élèvent de plus en plus pour remettre en cause les chiffres brandis par la Céni qui, d'après l'opposition, ne jouerait pas franc-jeu dans le processus électoral. Au Rassemblement/Limete, en effet, on est convaincu qu'une fraude massive est en train de se préparer par la coalition au pouvoir avec le concours de la Céni comme maître d'œuvre via la reconstitution du fichier électoral. Ce dispositif important, gage de la crédibilité des élections, serait déjà corrompu, à en croire l'opposition radicale qui voudrait y voir clair.

La Céni qui serait, d'après cette frange de l'opposition, un outil au service du chef de l'État, fait montre de peu d'empressement dans l'organisation des élections. « *Tant qu'elle n'aura pas le feu vert de Joseph Kabila qui en réalité tient d'abord à changer la Constitution par référendum pour s'offrir le prétexte de se représenter pour un troisième*

mandat, la Céni continuera à tergiverser », a commenté un cadre du Rassop/Limete sous le sceau de l'anonymat. D'où le refus de ce regroupement politique de se faire représenter à Kananga où s'est tenue du 28 au 31 août, la tripartite CN-SA-gouvernement-Céni chargée d'évaluer le processus électoral, estimant que celui-ci était biaisé du fait de l'instrumentalisation de la centrale électorale. Le Rassop/Limete pense que la majorité, qui n'a pas encore renoncé à son projet de référendum, serait prête à toutes les turpitudes jusqu'à tripatouiller le fichier électoral avec le concours de la Céni. Une vue partagée par les évêques catholiques qui, à la lumière des contestations formulées par l'opposition sur le fichier électoral, réclame dorénavant son « audit citoyen ». Cette démarche, à en croire la Conférence épiscopale nationale du Congo, viserait à calmer les esprits « vu que le report de la présidentielle au-delà des délais constitutionnels, à l'origine de la crise actuelle, avait été justifié par la commission électorale par la nécessité d'avoir un meilleur fichier électoral ». Et pour y arriver, un audit s'impose car les statistiques brandies par la Céni à ce sujet ne rassurent guère.

Des accroissements injustifiés

Le Rassop/Limete qui s'est procuré les chiffres du nombre d'électeurs, circonscription par circonscription, y a décelé des accroissements qu'il juge anormaux. C'est notamment le cas de la province de Sankuru ou de certains territoires de l'ex-province du Katanga où plus de 60 % d'électeurs supplémentaires ont été



Devant un centre d'inscription d'électeurs à Kinshasa

débusqués. Ce taux d'enregistrement aurait même encore augmenté pour atteindre les 180 % dans ces deux provinces, particulièrement au Sankuru où le corps électoral a réalisé un bond en avant en inadéquation avec le nombre des déplacés (21.000) provoqué par le déplacement des populations consécutifs à l'insécurité ayant prévalu au Kasai ces derniers mois avec le phénomène « Kamuina Nsapu ». En outre, la découverte récente de 1.560 cartes d'électeurs sur le secrétaire particulier d'un ministre de la MP de passage récent au Sankuru n'a fait que renforcer l'inquiétude et exacerber les suspicions. De sorte qu'il ne serait pas surprenant de noter demain un écart considérable entre les données sorties des centres d'enrôlement et les chiffres que va présenter la Céni après nettoyage et dédoublement, lors de la

publication du fichier électoral. Outre cela, il est également fait état d'autres irrégularités telles que l'enrôlement de personnes non éligibles comme les mineurs, la minorisation expresse du corps électoral dans des provinces à faible potentiel électoral tel que le Kasai qui représenterait moins de 2% de la population congolaise, donc sans impact réel sur la vie politique du pays. Étant entendu qu'à l'heure actuelle, personne n'est capable d'évaluer les chiffres produits par la Céni, l'audit du fichier électoral s'impose comme une donnée impérative. L'OIF, la Monusco, la Cénco et d'autres organismes spécialisés sont tenus à apporter leur expertise pour assurer une meilleure vue sur les opérations électorales en RDC.

Alain Diasso

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regle@lesdepechesdebrazzaville.fr



INTERVIEW

Paule Renée Etogo : « Le RAF voudrait affirmer son leadership sur les grandes problématiques du développement et de l'émergence de l'Afrique »

Paule Renée Etogo est la déléguée générale du Rebranding Africa Forum (RAF), dont la quatrième édition aura lieu le 6 octobre prochain à Bruxelles sur le thème « Enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique ».

Le Courrier de Kinshasa : quel bilan faites-vous des précédentes éditions du Rebranding Africa Forum ?
 Paule Renée Etogo : une entreprise humaine est toujours perfectible. Le RAF est un rendez-vous jeune, qui s'est institutionnalisé dans la foulée de sa création et qui suscite un certain engouement sur le continent et en Europe. L'une de nos fiertés est aussi de mettre en lumière, à travers les Rebranding Africa Awards, des innovateurs technologiques qui sont désormais des repères et des lanternes qui éclairent le chemin de notre développement commun. C'est notamment le cas du jeune innovateur burkinabé Cédric Toe. Son invention, le LAAFI BAG consiste en un sac réfrigérant capable de maintenir les vaccins à la température adéquate afin qu'ils restent actifs. La Banque Coris a également promis un investissement de 155.000 euros. Certes, beaucoup de travail reste à réaliser, mais on peut louer les pas accomplis qui, de notre point de vue, s'inscrivent comme des avancées dans cette quête vers un meilleur devenir de notre continent.

LCK : qu'est-ce qui justifie le choix du thème « Enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique » ?
 Quels sont, selon vous, ces enjeux et défis ?

PRE : la 4e édition du RAF se tiendra sur le thème « Enjeux et défis des systèmes financiers africains face au dividende démographique ». C'est un plaidoyer pour une meilleure articulation entre la démographie

africaine et les systèmes financiers. En effet, la démographie est considérée comme un atout capital du continent, mais en même temps comme un poids qui plombe son évolution. À côté de cela, le constat a été fait d'une implication insuffisante des systèmes financiers africains dans le développement de l'Afrique. Dès lors, il sera question de réfléchir à la meilleure manière de mobiliser les acteurs du secteur privé en vue de créer des synergies et partenariats susceptibles de faire profiter le continent africain du bonus démographique.

LCK : Quelle est la particularité de cette quatrième édition RAF ?

PRE : Cette année, nous avons quelque peu dérogé à la tradition des deux précédentes éditions en ayant choisi aucun "pays à l'honneur". Le RAF va rassembler les Africains et leurs partenaires pour mieux comprendre la pleine mesure de cet atout démographique commun à tout le continent. Le cap qui a été mis vers l'émergence, lors du RAF 2014, est donc maintenu cette année, avec un nouveau rendez-vous de personnalités prestigieuses d'Afrique et d'ailleurs qui vont plancher sur la vulgarisation du concept de dividende démographique comme opportunité pouvant impulser un souffle nouveau au développement du continent.

LCK : Le Congo-Kinshasa et le Congo-Brazzaville prennent-ils une part active au RAF ? Des personnalités de ces deux pays sont-elles attendues cette année ?

PRE : Cette troisième édition du RAF, à l'exception des deux dernières, mettra en exergue des experts, consultants et spécialistes qui viennent des quatre coins du continent et d'ailleurs pour nourrir avec les participants des réflexions majeures et de haute volée



le concept démographique et les opportunités qui l'entourent. Toutefois, Une forte délégation de la sphère économique du Congo-Kinshasa prendra part au forum. Cette mission est composée des membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) ainsi que de L'Agence nationale pour la promotion des investissements (Anapi). Mais peut-être que les éditions futures consacreront une place de choix aux deux Congo. Nous ne pouvons que le souhaiter !

LCK: Un forum sur l'Afrique mais organisé à Bruxelles, n'est-ce pas un peu paradoxal, même si vous dites vouloir servir de tribune à l'Afrique au cœur de l'Europe ? Pourquoi ne pas l'organiser dans un pays africain et servir de tribune à l'Afrique au cœur de l'Afrique ?

PRE : Lorsqu'en 2014, Thierry Hot, a pensé, avec un groupe d'amis, à lancer ce rendez-vous annuel, Bruxelles était apparue comme le lieu idéal pour rassembler des expertises et développer des synergies

par des Africains et pour les Africains, mais en partenariat majeur avec le monde. Nous avons donc estimé, à la fois pour des raisons logistiques que pour un positionnement stratégique, que la capitale de l'Europe, place forte des relations de coopération avec notre continent, est plus indiquée pour tirer le meilleur profit possible d'une exposition à un carrefour des sensibilités et des opportunités.

LCK : Quelles sont les opportunités d'affaires que le RAF a pu générer depuis sa première édition ?

PRE : la journée du Business day consacrée au Burkina Faso, lors du RAF 2016, a été très fructueuse. Plusieurs accords de coopération ont été signés entre, d'une part, le gouvernement burkinabé et le gouvernement belge puis l'Union européenne. Et, d'autre part, entre la Chambre de commerce du Burkina et celle de la région Wallonie de Bruxelles. À titre d'exemple, Fidelis Finance, un établissement de crédit spécialisé dans la microfinance a annoncé la mo-

bilisation de 70 milliards de CFA pour financer des PME au Burkina Faso en 2017. Bien plus, SEMAFO société minière, a annoncé l'investissement de 119 milliards de CFA en 2017 dans le secteur des mines dans l'est du Burkina Faso. En outre, CGE Immobilier, société leader du marché burkinabé de l'immobilier, a annoncé un plan de construction de 13.000 logements dans la périphérie de la capitale Ouagadougou dans les prochaines 10 années à venir. L'Union européenne, pour sa part, s'est engagée pour 55 milliards d'euros pour un appui budgétaire au gouvernement du Burkina Faso. Nous avons, à cet effet, organisé une mission de suivi et d'évaluation à l'issue du RAF 2016 au Burkina Faso. Nous pouvons vous confirmer que les travaux en ce sens sont déjà amorcés.

LCK : Quels sont les projets du RAF pour les prochaines éditions ?

PRE : Dès son lancement en 2014, le Rebranding Africa Forum s'est défini comme « le cadre où se pensent les transformations en profondeur dont l'Afrique a besoin aujourd'hui pour faire peau neuve et réaliser progressivement ses aspirations ». Après les trois premières éditions et celles à venir, le RAF voudrait affirmer son leadership sur les grandes problématiques qui sous-tendent le développement et l'émergence du continent. Et s'inscrire ainsi davantage comme le creuset idéal où se pensent les transformations dont a besoin l'Afrique pour son épanouissement économique et social. Telle était notre vocation de départ, qui s'appuie au fil des années sur notre volonté de changer le regard des autres sur le continent en contribuant nous-mêmes à soigner l'image de l'Afrique. Je ne doute donc pas que nous continuerons à avoir, au cours des prochaines éditions, des débats constructifs et des esquisses de solutions concrètes et pertinentes, pour faire un pas de plus vers le développement réel de notre continent.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

MONDIAL RUSSIE 2018

La Tunisie bat la RDC en troisième journée

Battus en troisième journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018 par les Aigles de Carthage de la Tunisie, les Léopards qui perdent en conséquence leur première place du groupe sont obligés de remporter le match de la quatrième journée à Kinshasa, le 5 septembre, pour se relancer.

C'est la première défaite des Léopards de la RDC depuis la fin de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Les fauves RD-congolais de football ont été battus, le 1er septembre, au stade Radès de Tunis par les Aigles de Carthage de la Tunisie par la marque d'un but à deux. C'était en troisième journée des éliminatoires de la Coupe du monde dont la phase finale aura lieu en 2018 en Russie. Pour cette rencontre, le sélectionneur Florent Ibenge a dû faire avec les absences du défenseur central Marcel Tisserand, le milieu offensif Neeskens Kebano, forfait pour blessure. Ainsi,

Matampi Vumi Ley a gardé les perches, avec devant lui une défense composée de Jordan Ikoko à droite et Djo Issama Mpeko à gauche. Gabriel Zakuani a eu à ses côtés dans la charnière centrale Merveille Bope. Padou Bompunga de l'AS V.Club et Chancel Mbemba se sont occupés de la récupération au milieu de terrain, derrière Gaël Kakuta dans le rôle d'organisateur de jeu. Firmin Mubele à droite, Junior Kabananga à droite et Cédric Bakambu ont formé le trio offensif des Léopards. Florent Ibenge a donc décidé de laisser sur le banc des remplaçants Paul-José Mpoku ainsi que Jacques Maghoma qui est entré en deuxième période et Rémy Mulumba. Le sélectionneur Maaloul de la Tunisie a pour sa part fait confiance à un groupe assez inédit, composé de nouveaux joueurs pour pallier les absences de taille, surtout celles du défenseur Aymen Abdenour qui vient de signer à Marseille, et d'Akaichi. Le onze de départ des Tunisiens s'est composé du gardien de but Mathlouthi et,

dans le champ, Bedoui, S. Ben Youssef, Meriah, Maaloul, Chaalali, Ben Amor, F. Ben Youssef, Sliti, Msakni et Khenissi. Les Aigles de Carthage ont été les maîtres du jeu, accaparant le ballon. Les Léopards ont toutefois été, à quelques moments de la première période, assez dangereux avec une frappe cadrée de Chancel Mbemba ou encore une superbe balle arrêtée de Gaël Kakuta détournée par le gardien de but tunisien. Mais la possession de balle des Aigles de Carthage a payé, avec l'ouverture de score à la 18e minute sur penalty. Djo Issama Mpeko a fauché Ben Youssef dans la surface de réparation et la sanction a été exécutée par Meriah à la 18e minute. Après ce but, les Léopards ont remonté leur bloc-équipe pour accentuer la pression sur l'adversaire porteur du ballon. Et à la 43e minute, sur un centre de Gaël Kakuta détourné par un défenseur tunisien, Cédric Bakambu a surgi pour prolonger de la tête le cuir dans les buts dégarnis des Aigles de Carthage. C'est le premier but encaissé par la Tunisie depuis le début des éliminatoires du Mondial Russie 2018.

Un but partout, c'était le score à la fin de la première période. Mais les Tunisiens ont rapidement repris l'avance au tableau d'affichage, avec le but de Chaalali à la 47e minute, concluant un mouvement de M'Sekni, face à une défense un peu absente des Léopards. Ensuite, l'on a assisté un jeu débridé, en



Cédric Bakambu exulte après son égalisation juste avant la pause (FETHI BELAID/AFP)

dépit de la possession de balle des Tunisiens. Ce deuxième but a visiblement atteint le moral des joueurs de Florent Ibenge qui n'ont plus été assez réactifs. Les entrées sur l'aire de jeu du stade Radès de Benik Afobe à la place de Firmin Mubele, de Glody Ngonda Muzinga (première apparition l'arrière gauche de V.Club avec les Léopards A en match officiel) à la place de Jordan Ikoko, et de Jacques Maghoma à celle de Gaël Kakuta n'ont pas rehaussé le jeu des Léopards restés apathiques jusque à la fin de la partie. La quatrième journée va se jouer le 5 septembre au stade des Martyrs de Kinshasa. Florent Ibenge qui a vu jouer les Aigles de Carthage qui arborent un nouveau visage avec des nouveaux joueurs disposer des clés pour aller les trois importants points d'une victoire qui remettra les Léopards sur la voie de la qualification.

À l'issue de l'autre match de ce groupe éliminatoire, la Guinée a de justesse battu la Libye à Conakry par trois buts à deux.

Ayant mené jusqu'à deux buts à zéro, le Syli national a encaissé coup sur coup deux buts, avant qu'Alseny Bangoura ne vienne inscrire le but de la victoire dans les temps additionnels de la partie. Avant la quatrième journée, la Tunisie est première avec neuf points, devant la RDC qui compte six points. La Guinée a grappillé ses trois premiers points, alors que la Libye n'a engrangé le moindre point en trois rencontres.

Dans d'autres rencontres des éliminatoires, l'on note la surprenante victoire de l'Ouganda sur l'Égypte (1-0), le match à égalité mémorable du Congo Brazzaville à Accra face au Ghana (1-1) avec les buts de Thievy Bifouma pour les Diables rouges et l'égalisation de Thomas Parthey de l'Atletico Madrid à la 87e minute. Le Nigeria a laminé le Cameroun par quatre buts à zéro, le très large succès du Maroc sur le Mali (6-0), la victoire du Cap-Vert sur l'Afrique du Sud (2-1), etc.

Martin Engimo



Le onze de départ des Léopards à Radès (FETHI BELAID/AFP)

MANIFESTATIONS PUBLIQUES

André Kimbuta interdit un meeting du Rassop/Limete pour des « raisons sécuritaires »

Le n° 1 de la capitale a déclaré craindre que la proximité du lieu du meeting avec le siège des Fonus de Joseph Olenghankoy, leader de l'aile dissidente du Rassop/Limete, ne soit perçue comme une provocation.

Alors qu'ils avaient informé l'autorité urbaine depuis le 21 août de la tenue le 3 septembre d'un meeting populaire dans l'espace compris entre le boulevard triomphal et l'avenue de l'enseignement dans la commune de Kasa-Vubu, le Rassemblement/Limete s'est vu refuser, la veille, d'organiser cette activité politique. Une lettre du gouverneur de la ville-province de Kinshasa datée du 31 août dernier intime l'ordre aux organisateurs de surseoir cette activité non autorisée pour diverses raisons. André Kimbuta évoque dans sa correspondance, entre autres, les tristes événements ayant secoué la capitale les 19 et 20 septembre 2016, lesquels événements ont motivé

la décision de l'autorité urbaine portant interdiction des meetings dans des espaces ouverts, à cause des morts et autres dégâts matériels importants occasionnés. Cette décision, a-t-il rappelé, est toujours de stricte application astreignant ainsi les initiateurs des manifestations publiques à les faire dans des espaces fermés. L'autre raison évoquée par André Kimbuta pour justifier sa décision d'interdiction du meeting du Rassop/Limete tient au fait que l'aile dissidente de Kasa-Vubu lui aurait adressé la même requête en date du 24 août l'informant de la tenue à la même date et au même endroit d'un meeting. L'autorité urbaine déclare craindre que le meeting du Rassop/Limete ne puisse dégénérer étant entendu que le site choisi se trouve juste à quelques mètres du siège des Fonus, l'un des partis phares du Rassop/Kasa-Vubu que dirige Joseph Olenghankoy. Ce dernier passe pour un traître aux yeux des militants du Rassop/Limete



André Kimbuta

qui, dans la foulée, pourraient être amenés à attaquer le siège de son parti. « J'ai tout lieu de craindre que votre prestation en ces lieux puisse passer pour une provocation », a affirmé André Kimbuta. En outre, l'objet même du meeting, à savoir exiger la présidentielle d'ici à la fin de l'année et le départ du pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat a expiré le 20 décembre 2016,

n'était pas non plus de nature à rassurer. Des justifications qui ne tiennent pas la route selon, Martin Fayulu, un des cadres du Rassop/Limete, qui la juge d'antidémocratique. Au Rassop/Limete, l'on croit savoir que le pouvoir aurait utilisé Joseph Olenghankoy pour trouver le mobile tendant à le dédouaner dans sa décision. Une conviction qui tient au fait que la missive

de l'aile dissidente est parvenue à l'autorité urbaine trois jours après celle du Rassop/Limete, ce qui prouve à suffisance que tout était concocté pour saborder cette initiative de l'opposition radicale en lui mettant les bâtons dans les roues. Loin de se laisser faire, le Rassop/Limete qui ne jure plus que par le départ de Joseph Kabila a carrément opté pour la radicalisation en affichant une détermination qui, d'après ses cadres, ne connaîtra de répit que lorsque la plate-forme aura arraché l'assurance de l'alternance par l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes. Aussi demande-t-elle à la population de se tenir prête pour exercer son devoir citoyen reconnu à l'article 64 de la Constitution afin de barrer la route à la majorité actuelle « qui veut se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution ».

Alain Diasso

MONDIAL 2018

Pénible voyage jusqu'à Kumasi pour les Diablotins

Les Diables rouges, après avoir été bloqués près de 6 heures à l'aéroport d'Accra, sont finalement arrivés à leur hôtel de Kumasi, vers 23h (heure locale, soit minuit à Brazzaville). Des conditions d'accueil indignes à la veille d'un match de qualification comptant pour la Coupe du monde 2018. Reste à savoir si la Confédération africaine va prendre ses responsabilités en reportant la rencontre.

Partis aux environs de 15h (heure locale, soit 14h à Accra) de Brazzaville, par un vol spécialement affrété par le Ministère des sports, les Diables rouges ont enfin pu prendre possession de leurs chambres d'hôtel, à Kumasi, peu avant minuit (heure locale, soit 1 heure du matin à Brazzaville). Dix heures de trajet, et surtout d'attente, pour rallier les quelques 2300 kilomètres qui séparent la capitale congolaise et Kumasi.

Le nœud du problème demeure essentiellement dans les six heures d'attente de la délégation congolaise à l'aéroport d'Accra. Mais, à entendre les témoignages des membres de la délégation, la mauvaise volonté de la partie ghanéenne, dans ce dossier, a été continue.

Il semblerait en effet que rien n'ait été fait, de la part du Ghana, pour faciliter le voyage des Diables rouges : l'hypothèse d'un vol commercial, sur la compagnie Asky Airlines, a été écartée par le staff en raison de nombreuses escales (Kinshasa, Abidjan et Lomé), car incompatible avec une bonne récupération. Le Ministère des sports a donc décidé, mercredi, d'affréter un vol spécial.

Mais les demandes d'autorisation de vol, envoyées aux autorités ghanéennes dans la nuit de mercredi



À 23 heures passées, les Diables rouges débarquent enfin à Kumasi, après près de 10 heures de voyage (@Emmanuel KabaFecofoot)

à jeudi, n'ont eu de réponse que le jeudi à midi, retardant le départ des joueurs congolais. Et avec interdiction de rallier directement Kumasi, où les gros porteurs ne peuvent se poser en raison de la réfection des infrastructures.

Alors qu'un avion, mis à disposition par le Ghana, devait effectuer le transfert de la délégation congolaise à son arrivée à Accra, la situation va s'éterniser. Et c'est finalement après six heures d'attente, que les Diables rouges vont finalement pouvoir rallier la ville hôte du match, située à 250 kilomètres d'Accra, sur un Transal de l'armée : 45 minutes de vol, puis 25 minutes de car jusqu'à leur hôtel.

Une fois à l'hôtel, la délégation a ensuite dû attendre minuit passé pour recevoir le dîner, pas prêt à leur arrivée, malgré les longues heures d'attente. Une mauvaise volonté manifeste des Ghanéens, qui semblent déterminés à gagner le match. Et par tous les moyens.

Joint dans à minuit (heure de Paris) pour s'exprimer sur la situation in-

tolérable dans laquelle se trouvaient les Diables rouges, le Camerounais Junior Binyam, le directeur de la communication de la CAF, a répondu aux Dépêches de Brazzaville : « Je ne suis malheureusement pas au courant de cette situation, car je suis actuellement en congés. Et ; avec le début de l'Aid, je crains qu'il soit compliqué de rejoindre qui que ce soit au siège de la CAF, au Caire. Mais la CAF va se pencher, le plus rapidement possible, sur cette situation ». Les prochaines heures diront si l'instance dirigeante prendra la décision qui s'impose pour respecter l'esprit sportif.

Réputé pour son accueil toujours excellent de ses adversaires, le Congo, qui reçoit le Ghana le 5 septembre à Kintélé, devra de son côté digérer cette situation pour ne pas déroger à ses louables habitudes. Car « à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire », comme le dit la citation de Pierre de Corneille, dans le Cid.

Camille Delourme

Les Diables rouges tiennent en échec les Blacks stars

Les Diables rouges ont obtenu leur tout premier point, en allant arracher un nul (1-1), le 1^{er} septembre à Kumasi face aux Blacks stars du Ghana, en match comptant pour la 3^e journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018.

Dans cette campagne, les jeux sont presque déjà faits pour les Diables rouges. Au terme de la troisième journée des qualifications, la position du onze national congolais n'a pas du tout changé. Les Diables rouges restent derniers du groupe E avec un petit point. L'Ouganda (7 points) a pris la tête du groupe après sa victoire sur ses installations (1-0) devant l'Égypte, deuxième avec six points. Le Ghana garde une fragile troisième place avec seulement deux points soit un de plus que le Congo.

Les Diables rouges allaient lui chiper cette troisième place, s'il n'avait pas encaissé le but égalisateur de Thomas Partey à cinq minutes de la fin de la rencontre. Une erreur d'appréciation de Beranger Itoua a occasionné la touche qui a permis à Christian Atsu de servir le buteur ghanéen à la 85^e minute.

Les poulains de Sébastien Migné n'ont pas à rougir de leur prestation à Kumasi. Ils ont rendu une copie presque parfaite, de bonne augure pour les futures échéances dont les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2019. Les Congolais entament clairement mieux la rencontre. Ils ont ouvert le score à la 18^e minute. Fabrice Ondama est récompensé par le pressing exercé dans le camp ghanéen. Il chipe le ballon à Attamah, le défenseur ghanéen, s'échappe dans la surface pour délivrer un centre retrait à Thievy Bifouma qui, de l'intérieur du pied bat Richard Ofori le gardien des Blacks stars.

Après ce but, les Diables rouges ont fait le dos rond grâce à notamment sa solidité défensive. La paire Mayembo-Beranger Itoua expérimentée pour ce match a su neutraliser deux joueurs vedettes des Blacks stars notamment André Ayew et Gyan. Ces joueurs sur lesquels les Blacks stars comptaient pour se relancer ont manqué d'inspiration avant d'être vite remplacés. Barel Mouko a été, lui aussi, dans le coup. Le portier des Diables rouges a sorti un arrêt à la 37^e minute sur la frappe de Thomas Partey.

Sans pourtant être dominés, les Diables rouges ont donné des frissons aux Blacks stars à la reprise malheureusement, Fabrice Ondama exploite mal l'occasion du break à la 48^e minute. Le ballon mal renvoyé par la défense lui revenait dans les pieds au point de penalty mais sa frappe fuyait le cadre. Thievy Bifouma très inspiré, allait même provoquer un penalty à la 73^e minute. Mais dans le match, seul le jugement de l'arbitre compte.

Notons que c'est le deuxième match nul du Congo face au Ghana après celui du 11 avril 1981 au Ghana justement sur le score identique après 13 confrontations. Le match retour, prévu pour le 5 septembre à Kintélé dans le cadre de la 4^e journée, devrait permettre aux Diables rouges de signer enfin leur première victoire face aux Blacks stars en compétitions officielles. La première et l'unique victoire du Congo face au Ghana a été acquise en mars 1967 lors d'un match amical (3-1).

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Quelle politique africaine pour la France d'Emmanuel Macron ?

Il est trop tôt, bien sûr, pour être certain que ce qui est écrit ici sera confirmé dans les semaines et les mois à venir. Mais de nombreux signes donnent à penser que la France va modifier sa politique africaine et redevient du même coup un partenaire majeur du continent. En témoigne le simple fait, pour Emmanuel Macron, d'avoir installé à l'Élysée un Conseil présidentiel pour l'Afrique qui sera chargé de le conseiller dans les prises de décision à venir.

À la base de ce diagnostic qui, encore une fois, devra être confirmé sur le terrain se trouvent les deux constatations que voici :

1) Le nouveau président, bien qu'issu de la puissante technocratie qui dirige de facto la France, est un homme pragmatique qui a réussi dans le monde des affaires - au sein de la Banque Rothschild - avant de se lancer en politique au côté de François Hollande. Il a, de ce fait, une vision du monde très différente de celle de ses prédécesseurs et mesure pleinement l'erreur que ceux-ci ont commise en regardant

avec condescendance, pour ne pas dire avec mépris, les dirigeants africains. Alors qu'il affirme avec force sa volonté de rendre à la France sa grandeur - lire à ce propos l'interview publiée en fin de semaine dernière dans l'hebdomadaire Le Point - Emmanuel Macron a conscience que cet objectif ne sera atteint que s'il parvient à renouer des liens étroits avec le continent. Ce qui explique, notamment, pourquoi il a confié à l'ancien ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, fin connaisseur des réalités du continent, le prestigieux portefeuille des Affaires étrangères.

2) Dans le moment présent où l'Union Européenne va devoir se réorganiser de l'intérieur en raison du retrait de la Grande-Bretagne, mais plus encore du désordre généré par la mauvaise gouvernance de ses institutions à Bruxelles la France, face à une Allemagne de plus en plus active et ambitieuse, n'influera sur le destin de la communauté européenne que si elle demeure, ou redevient, le premier partenaire de l'Afrique. Elle joue dans cette affaire sa place de grande puissance et ne peut

donc plus se permettre de sous-estimer le poids humain, économique, financier, culturel, autrement dit stratégique que celle-ci aura dans les décennies à venir. Et cela va inévitablement l'amener à redéfinir d'abord sa politique de coopération avec les pays qui composent les deux grandes communautés de l'Afrique francophone, CEDEAO et CEEAC, à inciter ensuite les entreprises françaises à réinvestir sur le continent, à resserrer simultanément les liens culturels qui avaient tendance à se défaire ces derniers temps, à accompagner enfin et surtout le processus d'intégration régionale qui permettra aux pays africains de bâtir le plus vaste marché de la planète dans les trois ou quatre prochaines décennies.

Concernant plus précisément l'Afrique centrale, Emmanuel Macron va devoir agir rapidement car les agressions judiciaires et médiatiques menées depuis la France contre les dirigeants de la sous-région alors même que celle-ci se trouve confrontée à des problèmes très graves -menaces de génocide en Centrafrique, tensions ethniques crois-

santes en République démocratique du Congo, instabilité politique au Gabon - ont créé un climat délétère qu'exploitent sans vergogne les puissances obscures qui bâtissent leur fortune sur la misère humaine. Si la France, qui a commis l'erreur de retirer ses forces de la RCA sans se préoccuper des conséquences que ce retrait aurait inévitablement, veut contribuer à la restauration de la paix et à la prévention des crises dans cette partie du monde, elle va devoir prendre la juste mesure des défis auxquels ses dirigeants se trouvent aujourd'hui confrontés. Et soutenir ceux-ci mieux qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent.

Si Emmanuel Macron veut envoyer un signal fort à l'Afrique et à la communauté internationale qu'il vienne donc déposer, avec son épouse Brigitte, une gerbe sur les tombes de Pierre Savorgnan de Brazza et de ses parents, à Brazzaville. Alors, effectivement, il renouera avec l'Histoire, la grande Histoire, restaurera la confiance entre l'Afrique et la France et aura aux yeux du monde la stature d'un grand homme d'Etat.

Jean-Paul Pigasse